



Décision individuelle N° 2022-323

Pétitionnaire : Commune de Breil-sur-Roya

Adresse : 29 boulevard Rouvier 06540 Breil-sur-Roya

Nature de la demande : Travaux en cœur de parc national

Intitulé du projet : travaux de réhabilitation de la piste de l'Arboin DFCI suite à la tempête Alex

Localisation : Piste des 4 chemins à l'Arboin – Commune de Breil-sur-Roya – parcelles OB 185 -187 – 581, parcelles OC 80 – 391 – 394, parcelles OD 255 – 253 – 254 – 19, parcelles OH 250 – 251, parcelles OI 327 – 328 – 329 – 322 – 313 – 370 – 318 – 348 – 279 – 286 - 315

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 17 et 21 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 12 août 2022,

Considérant la demande formulée en date du 17 mai 2022 par la commune de Breil-sur-Roya, représentée par son maire en exercice, Monsieur Sébastien Olharan,

Considérant que la piste de l'Arboin est classée comme voie de circulation au sein des massifs forestiers, destinées aux véhicules et personnels chargés de la prévention et de la lutte contre les incendies,

Considérant que cette piste est inscrite au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR),

Considérant que sa fréquentation par les cycles non motorisés est autorisée via l'arrêté 2020-05 du Parc national du Mercantour,

Considérant le travail conjoint entre le Conseil scientifique et le parc national du Mercantour depuis septembre 2011 dans le but de caractériser le peuplement forestier de cette zone, qui a montré la très forte maturité du peuplement, qui atteint un niveau exceptionnel à l'échelle du territoire du Parc national du Mercantour. Cette maturité entraîne en effet une richesse spécifique très élevée pour une large gamme d'espèces et illustre la nature ancienne de la forêt.

Considérant la nécessité de conserver cette forêt ancienne à la très haute valeur écosystémique et patrimoniale,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La commune de Breil-sur-Roya, représentée par son maire en exerce Monsieur Sébastien Olharan, est autorisée à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour, sur la piste des 4 chemins à l'Arboin, située sur la commune de Breil-sur-Roya.

Les travaux ont pour objet la réhabilitation de la piste des 4 chemins de l'Arboin entre les balises 140 et 141 : évacuation de trois coulées de boue, reprise de quatre talus amont, gestion de chablis et évacuation de pierres sur la piste.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

Contacts :

Service territorial Roya-Bévéra

chef de S.T : BRUNET Cédric (cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr) 06 28 56 44 28

adjoint : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr) 06 68 72 13 87

service (général) : royabevera@mercantour-parcnational.fr

2.2. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, de la date prévue des travaux a minima 10 jours ouvrés avant le démarrage de ces derniers.

2.3. Le bénéficiaire est tenu d'organiser préalablement à l'ouverture du chantier, une réunion sur site associant les services territorialement compétents du Parc national du Mercantour, afin de procéder sur l'ensemble du chantier, à l'identification et au balisage des éventuelles zones interdites au stationnement, à la circulation des engins et des personnes, au stockage des matériaux excédentaires issus des dégagements, même si ces stockages sont temporaires. Les zones abritant éventuellement des espèces végétales d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (y compris zones de stockage des matériaux) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire (y compris pierres). Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour.

2.4. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) devra être en parfait état de fonctionnement et de propreté,

l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée. Les engins seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution et seront formées à leur utilisation.

2.5. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.6. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

2.7. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur sera réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.8. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers, emballages, résidus de décantation...) devra être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit.

2.9. Pendant toute la durée des travaux, un dispositif succinct d'information du public sera mis en place au départ de la piste afin d'informer les usagers de la mise en œuvre des travaux. Ces dispositifs seront posés dès la phase d'installation du chantier et déposés par le pétitionnaire en fin de chantier.

2.10. Aucun balisage à la peinture, même « biodégradable » n'est autorisé. Tous les dispositifs de signalisation ou balisage seront réalisés exclusivement à l'aide de matériaux entièrement amovibles de type rubalise, panonceaux montés sur piquet, etc. Les éléments temporaires de types panneaux ou flèches devront être installés de sorte à ce qu'ils ne portent pas atteinte aux éléments fixes du paysage (rochers, arbres...). Ils devront être dénués de toute mention publicitaire. Ce balisage sera intégralement retiré en fin de chantier.

- Prescriptions relatives aux travaux sur la piste

2.8. Les dégagements de matériaux et les réfections de talus ne devront pas aboutir à un élargissement de la plate-forme de la piste ni créer des espaces de stationnement potentiel en bordure de celle-ci.

2.9. Les excédents de matériaux issus du dégagement de la piste seront exportés en-dehors du cœur du parc national. Leur dépôt en d'autres lieux situés dans le cœur du parc national, même avec l'accord de leur(s) propriétaire(s), n'est pas autorisé.

2.10. Les chablis seront uniquement démembrés, sans autre traitement. Les éventuelles souches de résineux ne seront pas systématiquement arasées de manière à fournir du bois mort sur pied. Les éventuelles purges seront également laissées sur place (en dehors de la piste), sans être tronçonnées, pour préserver les plus grandes longueurs de bois mort au sol.

2.11. Pour l'entretien des bermes et des talus,

- la fauche est limitée aux abords immédiats de la route : aucun traitement chimique ne peut être utilisé,
- la protection contre les chutes de pierre et le soutènement de talus sont réalisés, lorsque cela est possible, par la pose de fascines en bois en limitant le recours aux nappes métalliques.

2.12. Les éventuelles maçonneries nécessaires aux travaux seront réalisées de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :

- utilisation de ciment prompt ou mortier naturel équivalent ;
- mélanges réalisés sur des bâches étanches ou dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec, [après dérivation temporaire de la source et] hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans la source ou le plan d'eau ou le cours d'eau ;

- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

- Prescriptions spécifiques

2.13. La barrière défectueuse à l'entrée aval de la piste sera remplacée et sera entretenue.

2.14. Une barrière à l'entrée amont de la piste sera installée et entretenue.

2.15. Des blocs rocheux seront disposés de part et d'autre de ces deux barrières afin d'interdire le passage de VTM sur les côtés.

Article 3 : Recommandations

3.1. Un dispositif d'éco-compteur pourra être installé pour avoir une meilleure connaissance de la fréquentation de cette piste. La présente décision n'autorise pas la mise en place de ce dispositif qui devra faire l'objet d'une demande d'autorisation de travaux distincte.

3.2. Une surveillance commune avec les communes de Breil-sur-Roya et Moulinet, Force 06 et le parc national du Mercantour devra être programmée, afin de faire respecter l'interdiction de circulation par des véhicules motorisés non autorisés.

Article 4 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter du 15 août 2022 jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 5 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

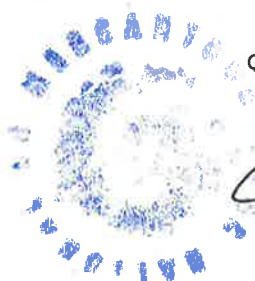
Article 8 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 9 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 12 août 2022



La directrice-adjoint
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial Roya Bevera

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.